

## NOUVELLE CARTE DE L'ALGÉRIE

## La crise impose son découpage

**Entre autres mesures d'urgence décidées au cours du Conseil des ministres restreint du 27 janvier dernier consacré «au développement dans le Sud et les Hauts-Plateaux», en réalité pour faire face à la situation de crise dans le seul Sud, un nouveau découpage administratif.**

**En fait, un semblant de nouveau découpage qui ne prévoit que de nouvelles wilayas déléguées, onze au total, pour la région sud. Des wilayas déléguées à l'image de celles existantes actuellement à Alger, une sorte de super-dairas, pas plus.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, expliquait, lundi dernier, en marge de la cérémonie de clôture de la session d'automne du Parlement, que le gouvernement prévoit un échéancier sur trois ans pour un nouveau découpage : d'abord la région sud en 2015, puis les Hauts-Plateaux en 2016 et, enfin la région du nord du pays en 2017.

Pourtant, il y a moins d'une année, lors d'une campagne électorale inédite, pour une présidentielle qui ne l'était pas moins, il était question d'un nouveau découpage administratif digne de ce nom pour fin 2014, début 2015 au plus tard.

Le représentant personnel du «bon candidat» d'alors, le même Abdelmalek Sellal, faisait de ce dossier sur le nouveau découpage l'un des thèmes-clés de la cam-

pagne électorale de Abdelaziz Bouteflika. Au même titre que «la stabilité», «la révision de la Constitution», «le passage du flambeau aux jeunes générations», «la relance de l'industrie et de l'agriculture» pour ne citer que ceux-là. Il était vraiment question de créer de nouvelles wilayas sur tout le territoire national pour adapter le pays aux nouvelles données démographiques, économiques et administratives. De grands pôles urbains comme Bou-Saâda, Barika, Menea, Aïn Sefra, Tougourt, El Eulma, Djanet, Aïn Oussera, Akbou, El Khroub, In Salah, et bien d'autres encore étaient destinés à être érigés au rang de wilayas. Sellal l'avait d'ailleurs publiquement déclaré dans certaines de ces villes au cours de la campagne électorale de 2014 et même avant, lors de sa grande tournée de 2013

à travers tout le pays. Le ministère de l'Intérieur avait lui-même finalisé un projet dans ce sens qui n'attendait que l'approbation des Conseils du gouvernement et des ministres avant sa présentation devant le Parlement. De son côté, le secrétaire général du FLN avait anticipé ce découpage en procédant à la création de nouvelles Mouhafadhas, c'est-à-dire les structures de base du parti au niveau de la wilaya.

Qu'est-ce qui a motivé ce recul spectaculaire du gouvernement alors, sur une question qui, au même titre que la révision de la Constitution prévue elle aussi pour 2014, constituait un engagement de campagne ferme de Bouteflika ? Eh bien, c'est simple : la crise économique ! La chute libre des prix des hydrocarbures, qui a surpris le pays depuis le deuxième semestre de 2014 et qui perdure, aura vite fait de chambouler brutalement toutes les priorités de Bouteflika. La gigantesque manne financière de début 2014 et qui permettait toutes «les fantaisies» au point de se permettre un quatrième mandat qui a surpris dans le monde entier, commence à fondre comme neige au soleil. Un peu comme de nombreux projets du Plan quinquennal 2015-2019, comme les

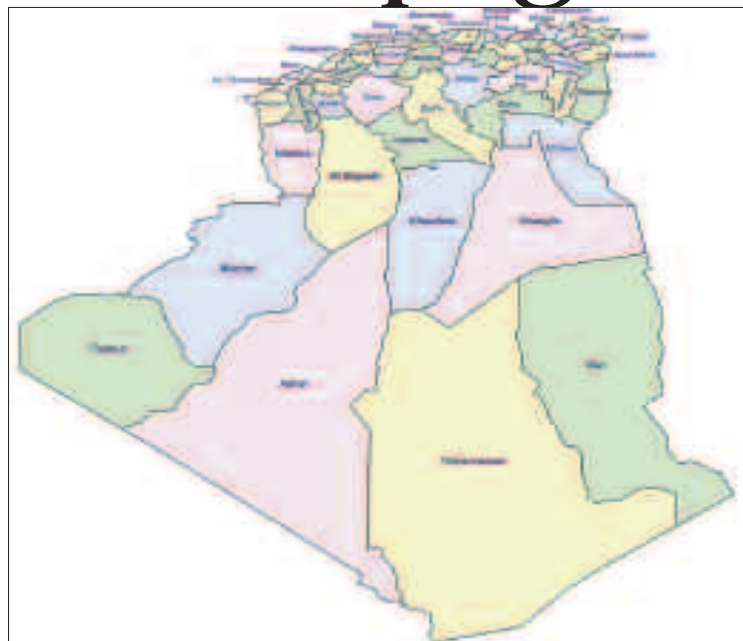


Photo : DR

tramways ou l'autoroute des Hauts-Plateaux, remis aux calendes grecques, les recrutements gelés dans la Fonction publique, ce nouveau découpage administratif est mis sous le coude. Car, s'il est réellement une nécessité, un nouveau découpage, avec de vraies wilayas, ne peut se réaliser sans un effort financier considérable. De nouvelles wilayas, ce sont en effet de nouvelles structures à bâtir, de

nouvelles entités administratives à créer, de pléthoriques recrutements dans la Fonction publique, des dotations budgétaires supplémentaires à engager, des nouvelles élections locales et législatives anticipées à organiser, etc.

D'où ce choix de simples wilayas déléguées, concédé en plus sous la pression de la contestation en cours dans le sud du pays.

K. A.

## CHANGEMENT À LA TÊTE DE L'ENTREPRISE NASHCO

## Le syndicat dénonce un «coup de force» de Ghoul

**Le département des transports réussira-t-il à «imposer» sa démarche au sein de l'entreprise Nashco/Spa, après avoir essuyé un cuisant échec au sein de l'entreprise Sogral ? «Ces personnes doivent savoir que nous refusons tout diktat ou politique du fait accompli et de nous voir imposer des personnes étrangères à l'entreprise», avertit le SG du syndicat de l'entreprise Nashco.**

**Abder Bettache - Alger - (Le Soir)** - Se dirige-t-on vers un bras de fer entre le syndicat de l'entreprise Nashco et le ministère des Transports ? L'hypothèse n'est pas à exclure au vu du contenu de la sortie publique des représentants des travailleurs de cette entreprise publique spécialisée dans la consignation des navires de ligne, tramping ainsi que des passagers.

En effet, dans un communiqué rendu public et portant la signature du secrétaire général du syndicat d'entreprise, il a été indiqué que les représentants des travailleurs

«dénontent avec véhémence les pratiques de mépris et d'exclusion exercées par certaines parties intéressées afin de déstabiliser et casser notre société». En d'autres termes, il s'agit, selon la même source, de la tentative de «limogeage et de parachutage de personnes par une tutelle sous influence (ministère des Transports, Gestramar et Cnan Group) sans concertation ni avis des partenaires sociaux, à la tête de notre entreprise et dont le seul CV ou mérite sont celui de militer au sein d'un parti politique».

En termes plus clairs, le SG du syndicat d'entreprise a pointé du doigt Amar Ghoul, le ministre des Transports, qui «veut nommer un militant de son parti (TAJ) à la tête de l'entreprise Nashco». Une démarche qu'il avait initiée en direction de l'entreprise Sogral mais qui avait échoué suite à une forte mobilisation des travailleurs, du syndicat d'entreprise mais aussi la solidarité de toutes les entreprises du secteur des transports affiliées à l'UGTA.

Au sujet de Nashco, les représentants des travailleurs estiment que «ces pratiques condamnables et vicieuses n'ont d'autre but que de casser Nashco et de se servir des



Amar Ghoul.

Photo : DR

intérêts partisans». «Ces pratiques nous rappellent le triste épisode de l'affaire Sogral, où les artisans de ses pratiques ont profité de la maladie de son directeur général pour imposer un de leurs candidats –

partisan», lit-on dans le communiqué. Et d'ajouter : «Ces personnes doivent savoir que nous refusons tout diktat ou politique du fait accompli et de voir nous imposer des personnes étrangères à l'entreprise (...) et que nous considérons que toute décision imposée sans concertation est considérée nulle et non avenue et nous userons en collaboration avec l'ensemble des acteurs du secteur du transport maritime pour faire échouer ce plan».

Pour rappel, en janvier 2014, les syndicalistes du secteur des transports avaient observé un imposant sit-in devant le siège de la SGP en charge du portefeuille, sis à Hussein Dey. Leur revendication : «Dénoncer le forcing initié par le premier responsable du département des transports pour «imposer un cadre de son parti à la tête de l'entreprise Sogral.»

Une action qui n'a pas tardé à donner ses résultats puisque le département des transports avait fait marche arrière et a renoncé à sa démarche «d'imposer» un nouveau directeur à la tête de l'entreprise Sogral.

A. B.

## RETOUR SUR LA RÉUNION DE L'ISC

## L'opposition passe à l'acte

**L'Instance de concertation et de suivi de l'opposition ne se contentera pas finalement de rassemblements contre l'exploration du gaz non-conventionnel, prévus le 24 février, dans les 48 wilayas du pays. Un congrès restreint est également prévu pour aller vers des décisions de fond.**

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)** - Contacté hier, le président de Jil Jadid, Soufiane Djilali, est revenu sur la réunion de ce mardi, de l'Instance de concertation et de suivi (ICS), issue de la Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique (CLTD). A la faveur de cette réunion qui a duré plus de quatre

heures, une marche dans les 48 wilayas du pays a été décidée pour le 24 février 2015, tel que largement rapporté par la presse. Soufiane Djilali explique d'abord qu'il s'agit de rassemblements et non pas de marches. Cette action de protestation, explique-t-il, s'inscrit exclusivement dans une démarche de refus de toute exploi-

tation du gaz de schiste sur le sol algérien. Le choix de la date du 24 février est, aux yeux du président de Jil Jadid, symbolique et commémorative. Elle coïncide, en effet, avec le 44<sup>e</sup> anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures. «Le pouvoir a démontré qu'il ne veut rien changer à sa démarche. Il refuse d'écouter les gens du Sud et il pousse la situation, à travers son comportement, vers le pourrissement. Le pouvoir est en train de mettre en danger l'unité du pays», argumente-t-il.

## Tous les dossiers seront ouverts

Les rassemblements du 24 février contre l'exploration du gaz non-conventionnel ne seront finalement qu'une première étape. Soufiane Djilali fait savoir qu'un congrès restreint sera prochainement tenu pour mettre en place une véritable stratégie de lutte. «Une réunion de quelques heures s'avère insuffisante. Nous allons tenir un conclave sur deux jours pleins. Nous allons ouvrir tous les dossiers d'importance stratégique

du pays», précise-t-il. Estimant que tous les symptômes sont là et attestent de la fin d'un régime, Soufiane Djilali juge plus que jamais urgent de prendre au sérieux la situation actuelle du pays, et aller au fond des choses. «Il ne s'agit plus de prendre des positions ponctuelles, mais d'aller vers des décisions de fond.

Nous sommes dans une situation de fin de règne et nous ne voulons pas être surpris par un effondrement brutal», conclut-il.

M. M.